

ASS/FG/II/MG

2022-190

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 8 DÉCEMBRE 2022

OBJET : RECRUTEMENT D'ENSEIGNANTS POUR LES ÉTUDES SURVEILLÉES ET LES GARDERIES DES ÉCOLES PUBLIQUES			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 25	Nombre de votants : 32	Date de la convocation : 2 Décembre 2022

L'an deux mille vingt-deux le deux décembre à 20 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

Etaient présents :

M. Gérard FORCADA, M. Jean-Paul PUJOL, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, Mme Sylvie FUMET, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sabrina FITO, Mme Virginie JULIAN, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, M. Alain MARC-GARCIA, Mme Mireille SANTINI, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Ginette BARREAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Etaient absents :

Mme Christine BÉNET, M. Guy VIVES, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, M. Freddy NOLOT

Avaient donné mandat :

Mme Christine BÉNET à Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVES à M. William COMBES, M. Jean-Claude LAVAUD à M. Daniel LARRIGOLE, Mme Martine JAFFUS à M. Gérard FORCADA, Mme Sophie BIRKENER à Mme Sylvie FUMET, M. Didier JULIAN à M. Jean-Paul PUJOL, M. Freddy NOLOT à M. Thierry DENARD

Date de la publication : 9 décembre 2022

QUORUM : 17

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : VALÉRIE FERRET

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20221208-2022-190-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/12/2022

Publication : 09/12/2022

Pour l'autorité compétente par délégation



Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 66-787 du 14 octobre 1966 fixant les taux de rémunération de certains travaux supplémentaires effectués par les personnels enseignants du premier degré en dehors de leur service normal,

Vu le décret n° 2007-658 du 2 mai 2007 relatif au cumul d'activités des fonctionnaires, non titulaires de droit public et des ouvriers des établissements industriels de l'Etat,

Vu le décret n° 2016-670 du 25 mai 2016 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation,

Vu le décret n° 2017-105 du 27 janvier 2017 relatif à l'exercice d'activités privées par des agents publics et certains agents contractuels de droit privé ayant cessé leurs fonctions, aux cumuls d'activités et à la commission de déontologie de la fonction publique.

Vu la délibération n° 2015-187 du 16 décembre 2015 relative à l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires des instituteurs et professeurs des écoles pour les garderies et les études surveillées.

Chaque école publique élémentaire de la commune dispose d'un service de garderie et d'études surveillées – aide aux devoirs – tous les jours après le temps de classe. Il s'agit d'un service facultatif relevant de la compétence communale, très apprécié des familles, qu'il est opportun de maintenir malgré le manque d'agents municipaux qualifiés.

Afin de pallier cette carence, la réglementation en vigueur permet aux communes de faire appel à des professeurs des écoles dans le cadre d'une activité accessoire.

Il apparaît donc indispensable de procéder au recrutement de douze enseignants pour assurer les garderies et études se déroulant après le temps de classe les lundis, mardis, jeudis et vendredis, étant précisé que jusqu'à ce jour, onze postes avaient été créés. La présente délibération a pour but d'en ajouter un.

Cette activité pourrait être assurée par des enseignants, fonctionnaires de l'éducation nationale, dans le cadre de la réglementation des cumuls d'activités qui permet aux fonctionnaires d'exercer une activité accessoire d'intérêt général auprès d'une personne publique (article 6 de décret du 27 janvier 2017) à condition d'y être autorisé par leur employeur.

Concernant la rémunération, une réglementation spécifique fixée par les décrets n° 66-787 du 14 octobre 1966 et n° 2016-670 du 25 mai 2016, précise les montants plafonds de rémunération des heures effectuées dans ce cadre, montants différents selon que l'activité relève de l'enseignement ou de la simple surveillance, et selon le grade détenu par les intervenants dans leur emploi principal. Selon cette réglementation, la commune a fixé les montants plafonds applicables par sa délibération n° 2015-187 du 16 décembre 2015.

Ces activités sont limitées dans le temps et n'ont pas pour finalité de pourvoir un emploi vacant et permanent.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'autoriser le recrutement de 12 enseignants dans le cadre de l'activité accessoire pour assurer les garderies et les études surveillées se déroulant après le temps de classe les lundis, mardis, jeudis et vendredis, lesquelles nécessitent environ 4 heures hebdomadaires par enseignant pendant les périodes scolaires.

Considérant que la commune ne dispose pas du personnel en nombre suffisant pour assurer ces services,

Considérant que pour assurer le fonctionnement des garderies et études surveillées des écoles primaires et maternelles, la commune peut faire appel à des enseignants, fonctionnaires de l'éducation nationale, qui doivent être rémunérés dans le cadre de la réglementation sur les activités accessoires,

Considérant que ces activités sont limitées dans le temps et n'ont pas finalité à pourvoir un emploi vacant et permanent,

Il est demandé au Conseil municipal :

1/ D'autoriser le recrutement de 12 enseignants dans le cadre de l'activité accessoire pour assurer les garderies et études surveillées se déroulant après le temps de classe les lundis, mardis, jeudis et vendredis à raison d'environ 4 heures hebdomadaires par enseignant pendant les périodes scolaires.

2/ De confirmer l'application des dispositions de la délibération du Conseil municipal n° 2015-187 du 16 décembre 2015 fixant les taux horaires des indemnités allouées aux enseignants,

3/ D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal, à l'unanimité,**

Décide :

1/ D'autoriser le recrutement de 12 enseignants dans le cadre de l'activité accessoire pour assurer les garderies et études surveillées se déroulant après le temps de classe les lundis, mardis, jeudis et vendredis à raison d'environ 4 heures hebdomadaires par enseignant pendant les périodes scolaires.

2/ De confirmer l'application des dispositions de la délibération du Conseil municipal n° 2015-187 du 16 décembre 2015 fixant les taux horaires des indemnités allouées aux enseignants,

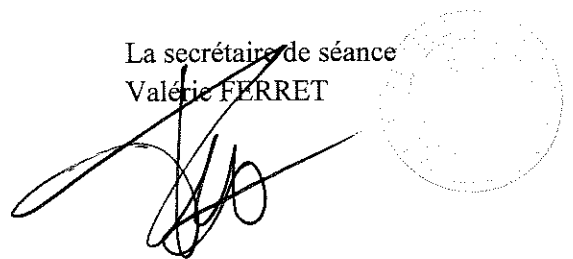
3/ D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,
Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,
Gérard FORCADA

A large, stylized handwritten signature in black ink, likely belonging to Gérard FORCADA, the Mayor.

La secrétaire de séance
Valérie FERRET

A handwritten signature in black ink, likely belonging to Valérie FERRET, the Secretary of the session, next to a faint circular official stamp.